

## REGION WALLONNE

22 OCTOBRE 1985

## Arrêté ministériel arrêtant la forme et précisant le contenu des demandes de permis de valorisation de terrils

Le Ministre de la Région wallonne pour le Budget et l'Energie, le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du territoire et de la Forêt pour la Région wallonne et le Ministre de la Région wallonne chargé de la Tutelle et des Relations extérieures,

Vu le décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation des terrils,

Vu l'article 10 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 4 septembre 1985 portant exécution du décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation des terrils en ce qui concerne la procédure d'octroi du permis de valorisation et les modalités de l'enquête publique;

Vu l'urgence,

Arrêtent :

**Article 1er.** Les demandes de permis de valorisation comportent :

1° Les noms, prénoms, qualité et domicile, ou, raison sociale, siège social et registre de commerce, du demandeur;

2° Un résumé synthétique de la demande, présenté sur feuille séparée et destiné à servir à la publicité de cette demande.

Ce résumé synthétique indiquera :

les noms et qualités du demandeur;  
les caractéristiques essentielles du projet de valorisation explicitées par les renseignements suivants :

1. Localisation et situation.
2. Description du site avant valorisation (surface, volume, etc.).
3. Projet de valorisation :
  - 3.1. Matériel utilisé;
  - 3.2. Nombre de personnes employées;
  - 3.3. Rythme de traitement (tonnage traité annuellement);
  - 3.4. Durée de l'exploitation;
  - 3.5. Production annuelle;
  - 3.6. Itinéraires proposés par l'exploitant pour l'évacuation des produits et rythme de transport.
  - 3.7. Moyens de transport proposés;
  - 3.8. Mesures essentielles prévues pour minimiser les nuisances (bruit, poussière, boues, éboulement);
  - 3.9. Proposition quant au projet de réaménagement du site pendant et après l'exploitation et garantie de bonne fin;
  - 3.10. Date proposée pour le commencement des travaux de valorisation.

**Art. 2.** Les renseignements techniques destinés à permettre une instruction complète de la demande et une définition adéquate des dispositions prévues à l'article 4 du décret relatif à la valorisation des terrils du 9 mai 1985 sont définis par les articles 3, 4, 5 et 6.

**Art. 3.** Description du site et de ses bords :

§ 1. Localisation et situation du site (établie sur carte I.G.N. au 1/25.000 pour la localisation et sur carte 1/10.000 pour la situation).  
Le plan de localisation permet de localiser le site dans sa région et le plan de situation permet d'appréhender la géographie locale dans l'environnement immédiat du site (routes, zones habitées, chemins de fer, voies d'eau...).

§ 2. Commentaires des plans :

Ce commentaire décrit :

— les accès au site (utilisés ou non) et le type d'engins qui va les utiliser;

— les voies de communication autour du site (routes, capacité du charroi, SNCB, SNCV, cours d'eau, canal, etc.);

— le milieu environnant le site (habitations autour du futur chantier et autour des voies de communication qui pourraient être utilisées).

§ 3. Description du site propre :

Le demandeur fournit conformément aux dispositions de l'article 5 du décret du 9 mai 1985 relatif à la valorisation des terrils :

— Un plan cadastral et matrice cadastrale s'y rapportant (comprenant les limites et les propriétés attenantes dans un rayon de 50 m). Il sera clairement indiqué quelles parcelles cadastrales sont concernées par l'activité projetée ainsi qu'une liste séparée des propriétaires de parcelles adjacentes et du numéro de celles-ci (rayon de 50 m);

— Le plan cadastral et la matrice sont fournis en un seul exemplaire et accompagnés d'un plan parcellaire en cinq exemplaires reprenant les éléments cadastraux principaux;

— La situation juridique et réglementaire du site et de son environnement déterminé par les plans d'aménagement;

— Un plan topographique et de description à l'échelle 1/1000 (courbes de niveau du site et de ses abords de 5 en 5 m). Le plan sera centré sur le site de l'activité, l'inclura en entier et s'étendra jusqu'aux voies de communication routières entourant le site;

— Un plan d'occupation des surfaces sur le site et sur ses abords. A cet effet, un exemplaire du plan topographique sera complété en y indiquant la nature de l'occupation des surfaces couvertes (prairies, champs cultivés, terres en friche ou vagues, habitations et jardins, zones industrielles, zones de loisir et sa nature...);

— Deux séries de 3 coupes verticales dans deux directions représentatives rapportées à l'axe du terril s'il y a lieu;

— Un calcul du volume estimé du terril fondé sur l'interprétation de la topographie de base et sur la topographie du site;

— Un jeu de 7 photos numérotées du terril avec indication des différents endroits de prise de vue établies sur plan cadastral ou plan parcellaire.

§ 4. Examen de la liaison géographique avec d'autres sites proches :

Il sera établi un relevé des terrils situés à proximité immédiate du site visé, ou reliés à celui-ci par une voie de communication privilégiée.

**Art. 4.** Gisement :

Le demandeur indique :

- a) la nature des schistes et des charbons constitutifs du terril;
- b) l'historique de la constitution du terril,
- c) le mode de prospection effectuée ainsi que la description de celle-ci.

**Art. 5.** Description du demandeur et de ses éventuels associés et contractants :

Le demandeur est l'exploitant et communique :

— Une copie de la convention signée avec le propriétaire du terril ou une preuve authentifiée par notaire stipulant qu'il existe une convention signée avec le propriétaire du terril;

— Une description de sa capacité technique, vis-à-vis de l'activité de valorisation des terrils en général, comportant :

- le nombre de personnes employées et leurs fonctions;
- le matériel à mettre en œuvre;
- les références antérieures du demandeur.

Une description de sa capacité financière comportant les bilans et comptes d'exploitation des trois dernières années.

**Art. 6.** Projet de valorisation :

Le demandeur fournit :

1. Au point de vue exploitation :

— Une description du procédé et du matériel utilisé (puissance installée, flow sheet...);

— La durée de l'activité projetée en distinguant l'exploitation proprement dite des phases de montage, de démontage et aménagement;

— La date proposée pour le début des travaux de valorisation;

— Le personnel que le demandeur compte employer sur le projet visé;

— Un plan d'implantation des diverses installations. A cet effet, un exemplaire du plan topographique sera complété en y indiquant :

- \* la circulation des produits (bruts, fines, stériles, eau, schlamm) sur le site lui-même;
- \* l'alimentation en eau;
- \* l'alimentation en électricité;
- \* les bâtiments sociaux et autres;
- \* l'implantation des installations techniques et les plans de tout bâtiment et installations techniques portant sur les gabarits et les façades à une échelle unique ainsi que la nature des matériaux employés.

— Un plan schématique d'exploitation indiquant la position des fronts et leur évolution à mi-exploitation, le mode d'attaque des fronts, le mode de dépôt des refus éventuels;

— Les mesures prévues pour minimiser les nuisances, notamment la protection contre : le bruit, les poussières sur les pistes, à l'abatage ou en cours de traitement, le dépôt de boues sur les voies publiques, les éboulements de fronts, la dégradation des voiries empruntées, la disparition de la végétation couvrant le site...

— Les itinéraires d'évacuation proposés en fonction de la destination des produits, du moyen de transport utilisé. Il sera précisé en outre le rythme de transport et les dispositions éventuellement prises pour en limiter les inconvénients;

— Les dispositions prises par le demandeur pour harmoniser son projet d'exploitation avec les possibilités d'exploitation intégrée, en y associant les sites voisins;

— Une attestation d'une Compagnie que le demandeur dispose d'une assurance en matière de responsabilité civile, couvrant tous les dommages corporels et matériels pouvant être causés par l'activité projetée.

#### 2. Au point de vue aménagement du territoire :

Les propositions de réaménagement du site prévues pendant et après exploitation.

Le demandeur fournit :

— Un plan de la topographie projetée après valorisation à l'échelle 1/10.000, accompagné de deux séries de trois coupes indiquant les profils avant et après le réaménagement. Ces plans contiendront les indications précisant les mesures prises pour le drainage des eaux de ruissellement pendant et après l'exploitation (profils, sens d'écoulement, exécution, raccordement aux réseaux existants);

— Un plan de reboisement éventuel, avant, pendant et après l'exploitation (nature des essences, leur adéquation au sol). Ce plan inclura les éventuelles infrastructures qui pourraient être réalisées, ainsi que l'indication des éventuelles démolitions qui seront effectuées, accompagnées de gabarits, coupes et nature des matériaux;

— Une description des phases et délais des plantations après reprofilage, ainsi que les techniques utilisées;

— Les opérateurs spécialisés que le demandeur compte charger des missions relatives aux divers aspects du réaménagement.

— Les dispositions prévues en cas d'arrêt prématuré des travaux de valorisation.

Il sera fourni à cet égard :

— Une copie d'une convention de cautionnement conforme au modèle ci-après, conclue entre l'exploitant et une caution et établie au bénéfice des autorités communales concernées, et de la Région wallonne;

— Une copie du cahier des charges annexé à cette convention et définissant les aménagements minima à réaliser dans tous les cas, y compris la faillite.

Le montant du cautionnement couvrira à 100 % cet aménagement minimum qui sera défini techniquement et financièrement dans le cahier des charges précité et tiendra compte de l'évolution du coût des travaux.

Ce cautionnement sera modulé par phase d'exploitation et d'aménagement telle que prévue dans le permis octroyé.

— Une copie d'une lettre du propriétaire attestant qu'il a pris connaissance des dispositions de cautionnement et qu'il y a souscrit.

Les dispositions proposées en matière d'affectation et de destination des terrains après exploitation.

Bruxelles, le 22 octobre 1985.

Le Ministre de la Région wallonne pour le Budget et l'Energie,

Ph. BUSQUIN

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E.,  
de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région wallonne,

M. WATHELET

Le Ministre de la Région wallonne chargé de la Tutelle et des Relations extérieures,

A. DAMSEAUX

#### Modèle de convention de cautionnement relatif à la valorisation des terrils

##### Article 1. Définition des parties

L'exploitant :

Le bénéficiaire : la Région wallonne, représentée par l'Ingénieur en chef-directeur des mines et le fonctionnaire délégué de l'Aménagement du territoire, et la Commune de représentée par son Bourgmestre,

La caution solidaire et indivisible à concurrence de FB ( francs belges), pour l'exécution de la phase de du terril appartenant à de la Compagnie d'assurances, et sis sur le territoire

Objet et durée

Article 2. La présente convention a pour objet de garantir l'exécution de la phase de la valorisation du terril dit numéro sis rue , sur le territoire de la commune de

A cet égard, il est annexé à la présente un cahier des charges qui en fait partie intégrante et décrit l'aménagement minimum relatif aux travaux cautionnés.

La présente convention prend effet le jour de sa signature par les donneurs d'ordre, le bénéficiaire et la caution; elle est souscrite pour une durée égale à la durée d'exécution des travaux.

Redevance

Article 3. La caution perçoit une redevance unique couvrant toute la période des travaux et s'élevant à % l'an du montant garanti soit FB.

La redevance est payable en 1 annuité de FB sur simple présentation de la quittance émanant de la caution.

Si la durée d'exécution des travaux devait être supérieure à une année, la caution percevra, au terme de ce délai, une redevance complémentaire calculée *pro rata temporis*.

##### Article 4. Obligations de la caution

1. La caution déclare expressément renoncer :

au bénéfice de discussion et de division;  
au bénéfice des articles 2031 et 2032 du Code civil, à l'encontre du bénéficiaire uniquement;  
au bénéfice des articles 2036, 2037, 2038 et 2039 du Code civil;  
en général, au bénéfice de tous avantages et exceptions juridiquement prévus en faveur des cautions à l'ENCONTRE DU BENEFICIAIRE.

2. La caution s'engage à faire exécuter les travaux prévus conformément au cahier des charges annexé et à ses frais, risques et périls OU à libérer le montant cautionné au plus tard quatre mois après le jugement déclaratif de faillite de l'exploitant OU après que l'EXPERT aura souverainement décidé en dernier ressort que l'exploitant est en défaut d'exécuter les obligations cautionnées dans le délai imparti au cahier des charges.

En aucun cas, la caution ne sera tenue à des débours supérieurs à FB, quelle que soit l'option de règlement qu'elle ait choisie.

##### Article 5. Expertise

Par l'EXPERT, il convient d'entendre le collège de quatre experts désignés comme suit :

la caution, le bénéficiaire et l'exploitant désignent chacun l'expert de leur choix;

Ces trois experts en choisissent un quatrième de commun accord, celui-ci ne pouvant avoir aucun lien avec l'exploitant, le bénéficiaire et la caution.

Le quatrième expert ainsi désigné assume la présidence du collège.

Ce collège d'experts s'entourera de tous avis généralement quelconques, en ce compris le rapport des fonctionnaires techniques compétents de la Région wallonne.

La décision du collège est prise à la majorité. A défaut de majorité, le président statuera seul.

Le rapport de l'EXPERT sera adressé à chacune des parties (exploitant, bénéficiaire, caution) au plus tard après que la partie la plus diligente aura signifié aux autres par lettre recommandée son appel à l'expertise.

Les trois experts visés à l'alinéa 2 désignent l'expert-président au plus tard 15 jours à dater de la lettre recommandée précitée, parmi les experts ci-dénommés :

— les titulaires de la chaire d'exploitation des Mines à la Faculté polytechnique de Mons, à la Faculté polytechnique de l'U.L.B., à l'Université de Liège, à la Faculté polytechnique de l'U.C.L., à l'École royale militaire:

— tout autre expert de qualité reconnu et agréé par toutes les parties.

Chacune des parties règle les honoraires et frais de l'expert qu'elle aura choisi.

Les honoraires et frais du président seront pris en charge par moitié par la Caution et l'Exploitant.

#### Article 6. Obligations de l'exploitant

A définir par l'exploitant et la caution.

#### Article 7. Reconduction

La caution s'engage à faire parvenir par lettre recommandée au bénéficiaire et à l'exploitant, son accord ou son refus de cautionner les phases ultérieures d'exploitation telles que décrites au cahier des charges au plus tard 30 jours ouvrables après que le bénéficiaire ou l'exploitant auront dénoncé par lettre recommandée à la caution que la phase 2 est en voie d'être entamée.

L'exploitant

La caution solidaire et indivisible

### ÜBERSETZUNG

#### WALLONISCHE REGION

D. 85 — 2346

22. OKTOBER 1985

#### Ministerialerlass zur Festlegung der Form und Bestimmung des Inhalts der Anträge auf Genehmigung zur Erschliessung von Halden

Aufgrund des Dekrets vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschliessung von Halden;

Aufgrund von Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regional-exekutive zur Durchführung des Dekrets vom 9. Mai 1985, was das Verfahren zur Gewährung der Erschliessungsgenehmigung und die Modalitäten der öffentlichen Untersuchung angeht;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Beschlossen der Minister der Wallonischen Region für Haushalt und Energie, der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B., der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region sowie der Minister der Wallonischen Region, beauftragt mit der Aufsicht und den Auswärtigen Beziehungen :

**Artikel 1.** Die Anträge auf Genehmigung zur Erschliessung von Halden umfassen :

1° Namen, Vornamen, Eigenschaft und Wohnsitz oder Firma, Gesellschaftssitz und Handelsregister des Antragstellers;

2° Eine synthetische Zusammenfassung des Antrags, auf getrenntem Blatt, zu Zwecken der Veröffentlichung dieses Antrags.

Diese Synthese gibt folgendes an :

Namen und Eigenschaften des Antragstellers; die Hauptmerkmale des Erschliessungsprojektes, durch folgende Angaben verdeutlicht :

1. Lokalisierung und Lage.
2. Beschreibung des Geländes vor der Erschliessung (Fläche, Rauminhalt, usw.).
3. Erschliessungsprojekt :
  - 3.1. Verwendetes Material;
  - 3.2. Anzahl beschäftigter Personen;
  - 3.3. Verarbeitungsrhythmus (jährliche Fördermenge);
  - 3.4. Dauer der Nutzung;
  - 3.5. Jährliche Produktion;
  - 3.6. Vom Nutzer vorgeschlagene Fahrstrecke für den Abtransport der Produkte und Transportrhythmus;
  - 3.7. Vorgeschlagene Transportmittel;
  - 3.8. Grundlegende Massnahmen, vorgesehen, um die gesundheitsschädlichen Einwirkungen einzuschränken (Lärm, Staub, Schlamm, Erdbeben);
  - 3.9. Vorschläge in bezug auf die Neugestaltung der Landschaft während und nach der Nutzung und Ausfallbürgschaft;
  - 3.10. Vorgeschlagenes Datum für den Beginn der Erschliessungsarbeiten.

**Art. 2.** Die technischen Angaben, die dazu bestimmt sind, eine vollständige Bearbeitung des Antrags zu ermöglichen, sowie eine entsprechende genaue Beschreibung der in Artikel 4 des Dekrets vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschliessung von Halden vorgesehenen Bestimmungen werden durch die Artikel 3, 4, 5 und 6 definiert.

**Art. 3.** Beschreibung des Geländes und seiner unmittelbaren Umgebung :

§ 1. Lokalisierung und Lage des Geländes (auf einer Karte des Nationalen Geographischen Instituts im Massstab 1/25.000 für die Lokalisierung und 1/10.000 für die Lage).

Der Lokalisierungsplan gestattet es, das Gelände in seiner Gegend zu lokalisieren, und der Lageplan gestattet es, die östliche Geographie in der unmittelbaren Umgebung des Geländes zu erfassen (Strassen, Wohngebiete, Eisenbahnlinien, Wasserstrassen...).

§ 2. Kommentar zu den Plänen :

Dieser Kommentar beschreibt :

- die Zufahrtswege zum Gelände (benutzt oder nicht) und die Art der Maschinen, die sie benutzen werden;
- die Verbindungswege in der Umgebung des Geländes (Strassen, Transportkapazität, NGBE, NGVS, Wasserläufe, Kanal, usw.).
- die das Gelände umgebende Umwelt (Wohnungen rund um die zukünftige Baustelle und in der Nähe der Verkehrswege, die benutzt werden könnten).

§ 3. Beschreibung des eigentlichen Geländes :

Der Antragsteller bringt gemäss den Bestimmungen von Artikel 5 des Dekrets vom 9. Mai bezüglich der Erschliessung von Halden folgendes bei :

- Einen diesbezüglichen Katasterplan und ein Katasterbuch (mit den Grenzen und den angrenzenden Grundstücken in einem Umkreis von 50 m). Es wird klar und deutlich angegeben, welche Katasterparzellen von der geplanten Tätigkeit betroffen sind, und eine getrennte Liste der Eigentümer der angrenzenden Parzellen sowie deren Nummern (Umkreis von 50 m) wird beigelegt.
- Vom Katasterplan und dem Katasterbuch wird jeweils ein einziges Exemplar beigebracht, begleitet von einem Flurbuch in fünffacher Ausführung, das die wichtigsten Katasterelemente übernimmt;
- Die Rechtslage und ordnungsmässige Lage des Geländes und seiner Umgebung, festgelegt durch die Raumordnungspläne;
- Einen topographischen und darstellenden Plan im Massstab 1/1000 (Höhenlinien des Geländes und seiner unmittelbaren Umgebung, alle 5 Meter). Der Plan hat das Gelände zum Gegenstand, umfasst es ganz und dehnt sich bis zu den Wegen aus, die das Gelände umgeben;

— Einen Plan über die Benutzung der Flächen auf dem Gelände und in der unmittelbaren Umgebung. Zu diesem Zweck wird ein Exemplar des topographischen Plans ergänzt, auf dem die Art der Benutzung der Flächen angegeben wird (Wiesen, bebauter Felder, brachliegendes oder unbebautes Land, Wohnungen und Gärten, Industriezonen, Freizeitgebiete und die Natur...);

— 2 Serien von jeweils drei Vertikalschnitten in zwei repräsentativen Richtungen, gegebenenfalls auf die Achse der Halde bezogen;

— Eine Berechnung des geschätzten Rauminhalts der Halde auf der Grundlage der Interpretation der Grundtopographie und der Topographie des Geländes;

— Einen Satz von 7 nummerierten Photos der Halde mit Angabe der verschiedenen Stellen der Aufnahmen, zusammengestellt auf einem Katasterplan oder einem Parzellenplan.

§ 4. Untersuchung über die geographische Verbindung mit anderen nahegelegenen Geländen :

Es wird eine Aufstellung der Halden erstellt, die in unmittelbarer Nähe des betreffenden Geländes liegen oder mit diesem durch einen günstig gelegenen Verkehrsweg verbunden sind.

#### Art. 4. Vorkommen :

Der Antragsteller gibt an :

a) die Art des Schiefers und der Kohle, aus denen sich die Halde zusammensetzt;

b) den historischen Überblick über die Entstehung der Halde;

c) die Art der durchgeführten Prospektierung sowie eine Beschreibung derselben.

#### Art. 5. Beschreibung des Antragstellers und seiner eventuellen Teilhaber und Vertragspartner :

Der Antragsteller ist der Nutzer und teilt folgendes mit :

— Eine Kopie der mit dem Eigentümer der Halde unterzeichneten Übereinkunft oder eine notariell beglaubigte Bescheinigung, die besagt, dass es eine mit dem Eigentümer der Halde unterzeichnete Übereinkunft gibt;

— Eine Beschreibung seiner technischen Fähigkeiten in bezug auf die Tätigkeit der Erschliessung von Halden im allgemeinen; sie enthält :

- die Anzahl beschäftigter Personen und ihre Aufgaben;
- das zu benutzende Material;
- die früheren Referenzen des Antragstellers.

— Eine Beschreibung seiner finanziellen Kapazitäten einschliesslich der Bilanzen und Betriebskonten der letzten drei Jahre.

#### Art. 6. Erschliessungsprojekt :

Der Antragsteller bringt folgendes bei :

1. In Sachen Erschliessung :

— Eine Beschreibung des Verfahrens und des benutzten Materials (installierte Leistung, Flussdiagramm...);

— Die Dauer der geplanten Tätigkeit, wobei zwischen der eigentlichen Erschliessung einerseits und den Montage-, Demontage- und Ausrüstungsphasen andererseits unterschieden wird;

— Das für den Beginn der Erschliessungsarbeiten vorgeschlagene Datum;

— Das Personal, das der Antragsteller auf dem genannten Projekt zu beschäftigen gedenkt;

— Einen Plan über die Anordnung der verschiedenen Anlagen. Zu diesem Zweck wird ein Exemplar des topographischen Plans durch folgende Angaben ergänzt :

\* den Weg der Produkte (Rohkohle, Feinkohle, taubes Gestein, Wasser, Kohlenschlamm) auf dem eigentlichen Gelände;

\* Wasserversorgung;

\* Elektrizitätsversorgung;

\* die Firmengebäude und anderen Gebäude;

\* die Anordnung der technischen Anlagen und die Pläne von allen Gebäuden und technischen Anlagen, bezogen auf die Modelle und die Fassade — in einem einzigen Massstab — sowie die Art der verwendeten Materialien.

— Einen schematischen Nutzungsplan, der die Lage der Abbaufrenten und ihre Entwicklung nach der Hälfte der Nutzung, die Art des Abbaus der Fronten, die Art der Lagerung der eventuellen Rückstände angibt;

— Die Massnahmen, die vorgesehen sind, um die gesundheitsschädlichen Auswirkungen einzuschränken, vor allem den Schutz gegen : den Lärm, den Staub auf den Wegen bei der Gewinnung oder bei der Verarbeitung, die Schlammrückstände auf den öffentlichen Strassen, die Einstürze von Fronten, die Abnutzung der befahrenen öffentlichen Strassen, das Verschwinden der Vegetation auf dem Gelände...);

— Die vorgeschlagenen Strecken für den Abtransport je nach Bestimmungsort der Produkte, des benutzten Transportmittels. Ausserdem werden der Transportrhythmus und die eventuell getroffenen Massnahmen zur Begrenzung der unliebsamen Begleiterscheinungen präzisiert;

— Die vom Antragsteller getroffenen Massnahmen, um sein Nutzungsprojekt in Einklang zu bringen mit den Möglichkeiten einer integrierten Nutzung in Verbindung mit den benachbarten Geländen;

— Eine Bescheinigung einer Gesellschaft, dass der Antragsteller über eine Versicherung in Sachen zivilrechtliche Haftung verfügt, die alle Körper- und Sachschäden abdeckt, die durch die geplante Tätigkeit verursacht werden können.

#### 2. In Sachen Raumordnung :

Die Vorschläge zur Neugestaltung des Geländes während und nach der Nutzung.

Der Antragsteller bringt folgendes bei :

— Einen Plan der projektierten Topographie nach der Nutzung im Massstab 1/10.000, begleitet von zwei Serien von jeweils 3 Schnitten, welche die Profile vor und nach der Neugestaltung angeben.

Diese Pläne enthalten die genaue Beschreibung der Massnahmen für die Drainage des Spülwassers während und nach der Nutzung (Profile, Abflussrichtung, Ausführung, Anschluss an das bestehende Netz);

— Einen Plan für eine eventuelle Aufforstung vor, während und nach der Nutzung (Art der Bäume und ihre Eignung für den Boden).

Dieser Plan umfasst die eventuellen Infrastrukturen, die verwirklicht werden könnten, sowie die Angabe der eventuellen Abbrüche, die durchgeführt werden, zusammen mit den Modellen, Schnitten und der Art der Materialien;

— Eine Beschreibung der Phasen und Fristen der Bepflanzung nach Neugestaltung, sowie die benutzten Techniken;

— Die Spezialisten, die der Antragsteller mit den Aufgaben bezüglich der verschiedenen Aspekte der Neugestaltung zu beauftragen gedenkt.

Die Massnahmen, die für den Fall einer vorzeitigen Einstellung der Erschliessungsarbeiten vorgesehen sind.

Diesbezüglich ist folgendes beizubringen :

— Eine Kopie einer Bürgschaftsvereinbarung gemäss dem nachstehenden Modell, abgeschlossen zwischen dem Nutzer und einem Bürger und abgefasst zugunsten der betreffenden Gemeindebehörde und der Wallonischen Region;

— Eine Kopie des Lastenheftes, das dieser Vereinbarung beiliegt und das Minimum an Gestaltung festlegt, das auf jeden Fall auch bei Konkurs verwirklicht wird.

Die Höhe der Bürgschaft deckt zu 100 % dieses Minimum an Gestaltung, welches technisch und finanziell im obenerwähnten Lastenheft definiert wird und die Entwicklung der Arbeitskosten berücksichtigt.

Diese Bürgschaft wird pro Erschliessungs- und Gestaltungsphase angepasst, sowie in der erteilten Genehmigung vorgesehen :

— Eine Kopie eines Briefes des Eigentümers, der bestätigt, dass er Einsicht genommen hat in die Bürgschaftsbestimmungen und dass er ihnen zustimmt.

Die vorgeschlagenen Bestimmungen in Sachen Verwendung und Bestimmung der Grundstücke nach der Nutzung.

Brüssel, 22. Oktober 1985.

Der Minister der Wallonischen Region für Haushalt und Energie,

Ph. BUSQUIN

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B.,  
der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region,

M. WATHELET

Der Minister der Wallonischen Region, beauftragt mit der Aufsicht und den Auswärtigen Beziehungen,

A. DAMSEAUX

## Modell für eine Bürgschaftsvereinbarung bezüglich der Erschliessung von Halden

## Artikel 1. Definition der Parteien :

— Der Nutzer;  
 — Der Berechtigte : die Wallonische Region, vertreten durch den Hauptingenieur-Bergbaudirektor und den bevollmächtigten Beamten der Raumordnung, und die Gemeinde von vertreten durch ihren Bürgermeister,

— Der Bürge mit einer Solidar- und unteilbaren Bürgschaft bis zu einer Höhe von ( beigische Franken) für die Durchführung der Halde von die auf dem Gebiet von die Versicherungsgesellschaft.

## Artikel 2. Gegenstand und Dauer :

Die Durchführung der der Erschliessung der Halde, Phase genannt, (Strasse); Nr gelegen in , zu garantieren, auf dem Gebiet der Gemeinde von , bildet den Gegenstand des vorliegenden Abkommens. Zu diesem Zweck wird anbei ein Lastenheft beigefügt, das Bestandteil des Abkommens ist und das das Minimum an Gestaltung bezüglich der verbürgten Arbeiten beschreibt. Vorliegendes Abkommen gilt ab dem Tage, an dem es von dem Auftraggeber, dem Berechtigten und dem Bürgen unterzeichnet wird. Es wird für eine Zeitdauer abgeschlossen, die der Dauer der Durchführung der Arbeiten entspricht.

## Artikel 3. Gebühr :

Der Bürge erhält eine einmalige Gebühr, die die ganze Dauer der Arbeiten abdeckt und die jährlich % der verbürgten Summe beträgt, nämlich BF.

Gegen einfache Vorlage der vom Bürgen abgegebenen Quittung muss die Gebühr in einer Jahresrate von gezahlt werden.

Falls die Durchführung länger als ein Jahr dauern sollte, wird der Bürge am Ende dieser Frist eine zusätzliche Gebühr erhalten, die *pro rata temporis* berechnet wird.

## Artikel 4. Verpflichtung des Bürgen :

1. Der Bürge erklärt ausdrücklich, dass er verzichtet auf :  
 — die Rechtswohltat der Vorausklage und des geteilten Ausklagens;  
 — die Rechtswohltat der Artikel 2031 und 2032 des Zivilgesetzbuches einzig und allein gegen den Berechtigten;  
 — die Rechtswohltat der Artikel 2036, 2037, 2038 und 2039 des Zivilgesetzbuches;  
 — im allgemeinen die Rechtswohltat aller juristisch zugunsten von Bürgen vorgesehenen Vorteile und Ausnahmen gegen den Berechtigten.

2. Der Bürge verpflichtet sich, die vorgesehenen Arbeiten gemäss dem beiliegenden Lastenheft und auf seine Kosten und Gefahr ausführen zu lassen ODER aber den verbürgten Betrag spätestens vier Monate nach dem Konkursöffnungsbeschluss in bezug auf den

Nutzer einzuzahlen ODER aber nachdem der Experte in letzter Instanz entschieden hat, dass der Nutzer den verbürgten Verpflichtungen nicht in der im Lastenheft gesetzten Frist nachgekommen ist.

Auf keinen Fall wird der Bürge zu Ausgaben von mehr als BF verpflichtet, gleich welche Regelung er auch gewählt hat.

## Artikel 5. Expertise :

Unter Experte versteht man das Kollegium aus vier Experten, die wie folgt benannt werden :

— Der Bürger, der Berechtigte und der Nutzer benennen jeder den Experten ihrer Wahl;

— Diese drei Experten wählen in gemeinsamen Einvernehmen einen vierten, der keinerlei Bindung an den Nutzer, den Berechtigten und den Bürgen haben darf.

Der so benannte vierte Experte übernimmt den Vorsitz des Kollegiums.

Das Expertenkollegium sammelt alle beliebigen Gutachten einschliesslich des Berichts der zuständigen technischen Beamten der Wallonischen Region.

Der Beschluss des Kollegiums wird durch Stimmenmehrheit gefasst. In Ermangelung einer Mehrheit entscheidet der Vorsitzende allein.

Der Bericht des Experten wird jeder der Parteien (Nutzer, Berechtigter, Bürge) zugesandt, und zwar spätestens nachdem die zuerst handelnde Partei den anderen per Einschreiben ihre Aufforderung zur Expertise zugestellt hat.

Die in Absatz 2 erwähnten drei Experten benennen den vorsitzenden Experten spätestens 15 Tage nach dem obenerwähnten Einschreibebrief unter den vier genannten Experten :

— Den Inhabern des Lehrstuhls für Bergbau an der polytechnischen Fakultät von Mons, an der polytechnischen Fakultät der Freien Universität Brüssel, an der Universität Lüttich, an der polytechnischen Fakultät der Katholischen Universität Löwen, an der Königlichen Militärschule;

— Jeden anderen anerkannten befugten und von allen Parteien zugelassenen Experten.

Jede Partei bezahlt die Honorare und Kosten des Experten, den sie gewählt hat.

Die Honorare und Kosten für den Vorsitzenden werden jeweils zur Hälfte vom Bürgen und vom Nutzer übernommen.

## Artikel 6. Verpflichtungen des Nutzers :

Vom Nutzer und Bürgen zu bestimmen.

## Artikel 7. Erneuerung :

Der Bürge verpflichtet sich, dem Berechtigten und dem Nutzer per Einschreiben sein Einverständnis oder seine Weigerung zukommenzulassen, für die weiteren Phasen der Erschliessung, sowie im Lastenheft beschrieben, zu bürgen, und dies spätestens dreissig Werkstage nachdem der Berechtigte oder der Nutzer per Einschreiben dem Bürgen angezeigt hat, dass mit der Phase zwei begonnen wird.

Der Nutzer,

Der Bürge mit einer solidar- und unteilbaren Bürgschaft,

## VERTALING

## WAALSE GEWEST

N. 85 — 2346

22 OKTOBER 1985. — Ministerieel besluit houdende definitie van de vorm en bepalende de inhoud van de aanvragen om een vergunning tot ontsluiting van de steenberg

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting en Energie, de Minister van de Nieuwe Technologieën en de K.M.O.'s, de Ruimtelijke Ordening en het Bos voor het Waalse Gewest en de Minister van het Waalse Gewest, belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen

Gelet op het artikel 10 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende uitvoering van het decreet van 9 mei 1985, wat de procedure voor de verlening van een vergunning tot ontsluiting en de modaliteiten van het publiek onderzoek betreft;

Gelet op de dringerige noodzakelijkheid;

## Besluiten :

Artikel 1. De aanvragen om een vergunning tot ontsluiting omvatten :

1° De namen, voornamen, hoedanigheid en woonplaats of firma, maatschappelijke zetel, handelsregister van de aanvrager;

Gelet op het decreet van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van de steenberg;

2° Een synthetische samenvatting van de aanvraag die op een afzonderlijk blad opgesteld en voor de publiciteit van deze aanvraag bestemd wordt.

Deze synthetische samenvatting omvat:

de namen en hoedanigheden van de aanvrager;  
de essentiële kenmerken van het ontsluitingsproject die door de volgende inlichtingen worden uitgelegd:

1. Localisatie en situatie.
2. Beschrijving van het terrein vóór de ontsluiting (oppervlakte, volume, enz.).
3. Ontsluitingsproject:
  - 3.1. Gebruikt materieel;
  - 3.2. Aantal tewerkgestelde personen;
  - 3.3. Verwerkingsritme (jaarlijks verwerkte tonnage);
  - 3.4. Duur van de ontginning;
  - 3.5. Jaarlijkse productie;
  - 3.6. De door het bedrijfshoofd voorgestelde wegen voor de evacuatie van de producten en het vervoer;
    - 3.7. Voorgestelde vervoermiddelen;
    - 3.8. Essentiële maatregelen om de schade te minimaliseren (lawaai, stof, modder, berginstorting)
  - 3.9. De voorstellen inzake nieuwe aanleg van het terrein tijdens en na de ontginning en borgtocht voor de schade-loosstelling
  - 3.10 De datum voorgesteld voor het begin van de ontsluitingswerken.

**Art. 2.** De technische inlichtingen om een volledig onderzoek van de aanvraag en een aangepaste definitie van de bij artikel 4 van het decreet van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van de steenberg voorziene bepalingen mogelijk te maken worden in artikels 3, 4, 5 en 6 bepaald.

**Art. 3.** Beschrijving van het terrein en zijn omgeving:

§ 1. Localisatie en situatie van het terrein (kaart van het Nationaal Geografisch Instituut getekend op een schaal van 1/25 000 voor de localisatie en van 1/10 000 voor de situatie).

Het localisatieplan dient om het terrein in zijn streek te localiseren en het situatieplan dient om de plaatselijke aardrijkskunde in de onmiddellijke omgeving van het terrein te begrijpen (straten, woongebieden, spoorwegen, waterwegen, enz.).

§ 2. Commentaar op de plannen:

Deze commentaar beschrijft:

- de toegangswegen naar het terrein (gebruikt of niet) en het type machines die ze zullen gebruiken;
- de verbindingswegen rondom het terrein (straten, vervoercapaciteit, Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen, waterlopen, kanalen, enz.);
- het milieu rondom het terrein (woningen rondom de toekomstige bouwplaats en in de nabijheid van de verbindingswegen die zouden kunnen gebruikt worden).

§ 3. Beschrijving van het terrein zelf:

De aanvrager bezorgt overeenkomstig de bepalingen van het artikel 5 van dit decreet van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van de steenberg:

— een desbetreffend kadastraal plan en kadastrale legger (met inbegrip van de grenzen en de belerende grondstukken in een omtrek van 50 m).

Het wordt duidelijk aangegeven welke kadastrale percelen door de beoogde activiteit betrokken zijn en een gescheiden lijst van de eigenaren van de aangrenzende percelen en van hun nummer (omtrek van 50 m) wordt bijgevoegd.

Het kadastrale plan en de legger worden in een enkel exemplaar overgelegd en vergezeld van een perceelsgewijs plan in vijf exemplaren, dat de voornaamste kadastrale elementen aangeeft:

- de reglementaire en rechtstoestand van het terrein en van zijn omgeving bepaald door de plannen van aanleg;
- een topografisch plan en een beschrijvingsplan op de schaal van 1/1000 (niveaulijnen van het terrein en van zijn omgeving om de vijf meter).

Het plan heeft als middelpunt ter terrein van de activiteit, omvat het volledig en breidt zich uit tot de verbindingswegen rondom het terrein.

— een plan over de bezetting van de oppervlakten op het terrein en zijn omgevingen. Te dien einde wordt een exemplaar van het topografische plan aangevuld door de natuur van de bezetting van gedekte oppervlakten aan te geven (weiden, bebouwde grond, braakvelden of woeste grond, woningen en tuinen, industriegebieden, vrijetijdsgebieden en de natuur ...);

— twee reeksen van drie verticale doorsneden in twee representatieve richtingen, eventueel geplaatst in de as van de steenberg;

— een berekening van het geraamde volume van de steenberg op basis van de interpretatie van de basistopografie en op basis van de topografie van het terrein;

— een spel van zeven genummerde fotos van de steenberg met aangifte van de verschillende plaatsen van de opnamen, samengesteld op een kadastraal plan of perceelsgewijs plan.

§ 4. Onderzoek van de geografische verbinding met andere nabije terreinen:

Er wordt een overzicht van de steenberg opgesteld die zich in de onmiddellijke nabijheid van de betrokken steenberg bevinden of die door een bevoorrechte verkeersweg aan de steenberg verbonden zijn.

**Art. 4.** Vindplaats:

De aanvrager geeft aan:

- a) de aard van de leistenen en steenkolen waaruit de steenberg bestaat;
- b) de geschiedenis van de vorming van de steenberg;
- c) de modus van de uitgevoerde prospectie alsmede haar beschrijving.

**Art. 5.** Beschrijving van de aanvrager en van zijn eventuele vennoten en medecontractanten.

De aanvrager is het bedrijfshoofd en deelt mee:

- een afschrift van de met de eigenaar van de steenberg ondertekende overeenkomst of een door notaris geauthentiseerd bewijs dat het bestaan van een met de eigenaar van de steenberg ondertekende overeenkomst vaststelt;
- een beschrijving van zijn technische capaciteit, ten opzichte van de ontsluiting van de steenberg in het algemeen, bestaande uit:
  - het aantal tewerkgestelde personen en hun functies;
  - het te gebruiken materieel;
  - de vroegere referenties van de aanvrager.
- een beschrijving van zijn financiële capaciteit bestaande uit de balans en rekeningen van de ontginning voor de drie laatste jaren.

**Art. 6.** Ontsluitingsproject:

De aanvrager bezorgt:

1. Ten opzichte van de ontginning:
  - een beschrijving van het procédé en het gebruikte materieel (geïnstalleerd vermogen, flow sheet, ...);
  - de duur van de voorgenomen activiteit met onderscheid tussen de eigenlijke ontginning en de verschillende fasen (montage, demontage en aanleg);
  - de datum voorgesteld voor het begin van de ontsluitingswerken;
  - het personeel dat de aanvrager voor dit project tewerkstellen wil;
  - een plan van aanleg van de verscheidene installaties. Te dien einde wordt een exemplaar van het topografische plan met volgende aangiffen aangevuld:
    - \* het vervoer van de produkten (rum, gruis, dovekolen, water, schuim) op het terrein zelfs;
    - \* de watervoorziening;
    - \* de stroomvoorziening;
    - \* de sociale en andere gebouwen;
    - \* de plaatsing van de technische installaties en de plannen van alle gebouwen en technische installaties met betrekking tot de modellen en de gevelen op een enige schaal alsmede de aard van de gebruikte bouwstoffen.

— een schematisch ontginningsplan met aangifte van de positie van de fronten en hun evolutie bij de halve ontginning, de wijze van afbouw van de fronten, de wijze van depot van de eventuele residu's;

— de voorziene maatregelen om de schade te minimaliseren in het bijzonder de bescherming tegen lawaai, stof op de pisten, bij het neerslaan of bij de verwerking, de modder op de openbare wegen, de instorting van de fronten, de beschadiging van de gebruikte verbindingswegen, het verdwijnen van de vegetatie die het terrein dekt...;

— de evacuatiwegen die op basis van de bestemming der producten en het gebruikte vervoermiddel voorgesteld worden. Bovendien worden het vervoer en de eventueel getroffen maatregelen tot beperking van de schade aangegeven;

— de bepalingen die de aanvrager getroffen heeft om zijn ontginningsplan met de mogelijkheden van de geïntegreerde ontginning te harmoniseren door de aangrenzende terreinen te associëren;

— een attest van een maatschappij dat vaststelt dat de aanvrager over een aansprakelijkheidsverzekering beschikt tot dekking van alle lichamelijke en materiële schade die door de beoogde activiteit kunnen worden veroorzaakt.

2. Inzake ruimtelijke ordening:

De voorstellen voor de nieuwe aanleg van het terrein die voorzien zijn tijdens en na de ontginning.

De aanvrager bezorgt :

— een plan van de beoogde topografie na ontsluiting op de schaal van 1/10 000 met twee reeksen van drie doorsneden die de profielen vóór en na de nieuwe aanleg aangeven.

Deze plannen omvatten de beschrijving van de maatregelen getroffen voor de drainage van het neerstromend water tijdens en na de ontginning (profielen, afvoerrichting, uitvoering, aansluiting aan de bestaande netten).

— een plan voor een eventuele herbebossing vóór, tijdens en na de ontginning (natuur van de houtsoorten, hun geschiktheid voor de bodem).

Dit plan omvat de eventuele infrastructuren die zouden kunnen uitgevoerd worden alsmede de aangifte van de eventuele afbraken die zullen worden uitgevoerd, vergezeld van de modellen, doorsneden en aard van de bouwstoffen.

— een beschrijving van de fasen en termijnen van de aanplantingen na nieuwe profilering, alsmede de gebruikte technieken.

— De gespecialiseerde operators die de aanvrager wil belasten met de opdrachten betreffende de verschillende aspecten van de nieuwe aanleg.

De bepalingen voorzien in geval van een voortijdige stopzetting van de ontginningswerken.

In dit opzicht worden volgende documenten geleverd :

— Een afschrift van een borgtocht overeenkomstig met het hierbij gevoegde model, die tussen het bedrijfshoofd en de borg gesloten en ten gaste van de betrokken gemeentebesturen en van het Waalse Gewest opgemaakt wordt;

— Een afschrift van het cahier des charges dat gevoegd is bij deze overeenkomst en dat de minimale aanleg beschrijft, die in elk geval, ook bij faillissement, uitgevoerd moet worden;

— Het bedrag van de borgtocht zal 100 % van de minimale aanleg dekken waarvoor een technische en financiële beschrijving in het voormelde cahier des charges wordt aangegeven en zal rekening houden met de ontwikkeling van de kosten der werken.

Deze borgtocht zal per ontginnings- en aanlegfase, zoals ze in de verleende vergunning voorzien is, aangepast worden.

— Een afschrift van een brief van de eigenaar die vaststelt dat hij van de bepalingen over de borgtocht kennis genomen heeft en dat hij daarmee akkoord gaat.

De bepalingen voorgesteld inzake bestemming en beschikking van de terreinen na de ontginning.

Brussel, 22 oktober 1985.

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting en Energie,  
Ph. BUSQUIN

De Minister van de Nieuwe Technologieën en de K.M.O.'s,  
de Ruimtelijke Ordening en het Bos voor het Waalse Gewest,  
M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest,  
belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen,  
A. DAMSEAUX

*Model van de borgtocht betreffende de ontsluiting van de steenberg*

Artikel 1. Definitie van de partijen :

— Het bedrijfshoofd;

— De begunstigde : het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de hoofdingenieur-directeur der mijnen en de afgevaardigde ambtenaar van de Ruimtelijke Ordening en de gemeente van

vertegenwoordigd door zijn burgemeester;

— De solidaire en ondeelbare borg

van BF (

ten bedrage

Belgische fran-

van de ont-

ginning van de steenberg

gen op het gebied van

schappij.

behorende tot en gele-

de Verzekeringsmaat-

schappij.

Artikel 2. Doel en duur :

Deze overeenkomst heeft ten doel de uitvoering van de fase-

van de ontsluiting van de steen-

berg nr. op het gebied van de

gemeente te garanderen. In dit opzicht wordt

hierbij een « cahier des charges » gevoegd dat ervan deel uitmaakt en

dat de minimale aanleg betreffende de gecautioneerde werken

beschrijft.

Deze overeenkomst wordt van kracht de dag van haar ondertekening door de opdrachtgevers, de begunstigde en de borg; ze wordt aangegaan voor een duur gelijk aan de duur van de uitvoering van de werken.

Artikel 3. Retributie :

De borg int een enige retributie die de hele periode, van de werken

dekt en die jaarlijks % van het gegarandeerde bedrag,

t.w. BF belooft.

De retributie is in een annuïteit van BF betaalbaar

tegen eenvoudige overlegging van de kwitantie van de borg.

Indien de uitvoering van de werken meer dan één jaar duurt

krijgt de borg na afloop van deze termijn een bijkomende retributie

die *pro rata temporis* berekend is.

Artikel 4. Verplichtingen van de borg :

1. De borg verklaart uitdrukkelijk af te zien :

— van het voorrecht van uitwinning en schuldsplitsing;

— van het voorrecht van de artikels 2031 en 2032 van het Burgerlijk Wetboek, in tegenstelling met de begunstigde;

— van het voorrecht van de artikels 2036, 2037, 2038 en 2039 van het Burgerlijk Wetboek;

— in het algemeen van het voorrecht van alle voordelen en uitzonderingen, die juridisch voorzien zijn ten gunste van de borgen in tegenstelling met de begunstigde.

2. De borg verplicht zich de beoogde werken overeenkomstig het bijgevoegd « cahier des charges » en op eigen kosten en risico te doen uitvoeren of het gecautioneerde bedrag uiterlijk vier maanden na de faillietverklaring van het bedrijfshoofd te betalen of nadat de deskundige in laatste aanleg besloten heeft dat het bedrijfshoofd de gecautioneerde verplichtingen binnen de in het « cahier des charges » vastgelegde termijn niet uitgevoerd heeft.

In geen enkel geval is de borg gehouden de uitgaven boven BF te betalen, welke de betalingsoptie die hij gekozen heeft ook mag zijn.

Artikel 5. Expertise :

Onder deskundige wordt het college van vier deskundigen verstaan die als volgt worden aangewezen :

De borg, de begunstigde en het bedrijfshoofd wijzen ieder de deskundige van hun keuze aan.

Deze drie deskundigen kiezen een vierde in gemeen overleg. Er mag geen hand bestaan tussen deze laatste en het bedrijfshoofd, de begunstigde of de borg.

De zo aangewezen deskundige bekleedt het voorzitterschap van het college.

Dit college van deskundigen wint allerhande adviezen in, het rapport van de bevoegde technische ambtenaren van het Waalse Gewest inbegrepen.

De beslissing van dit college wordt bij meerderheid genomen. Bij gebrek aan meerderheid besluit de voorzitter alleen.

Het rapport van de deskundige wordt aan elke partij (bedrijfs-hoofd, begunstigde, borg) gestuurd op zijn laatst nadat de meest gereede partij haar beroep op de expertise aan de anderen bij aange-tekende brief betekend heeft.

De drie in lid 2 bedoelde deskundigen wijzen de deskundige-voor-zitter uiterlijk 15 dagen vanaf de voormelde aangetekende brief onder de hierbeneden genoemde deskundigen aan :

— de houders van de leerstoel van ontginning der Mijnen in de Polytechnische Faculteit te Bergen, in de Polytechnische Faculteit van de Vrije Universiteit Brussel, op de Universiteit te Luik, in de Polytechnische Faculteit van de Katholieke Universiteit te Leuven, op de Koninklijke Militaire School;

— elke andere uitgezochte deskundige, erkend en toegelaten door alle partijen.

Elke der partijen vereffent het ereloon en de kosten van de des-kundige, die ze gekozen heeft.

De borg en het bedrijfshoofd betalen ieder de helft van het ere-loon en de kosten van de voorzitter.

Artikel 6. Verplichtingen van het bedrijfshoofd :

Te bepalen door het bedrijfshoofd en de borg.

Artikel 7. Verlenging :

De borg verplicht zich aan de begunstigde en het bedrijfshoofd bij aangetekende brief zijn akkoord of zijn weigering, zich borg te stel-len voor de volgende fasen van de ontginning zoals beschreven in het « canier des charges », te doen toekomen op zijn laatst 30 werkda-gen nadat de begunstigde of het bedrijfshoofd de borg bij aange-te-kende brief van het aanstaande begin van de fase 2 in kennis gesteld heeft.

Het bedrijfshoofd.

De solidaire en ondeelbare borg.

## COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 85 — 2347

### 26 AOUT 1985. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les missions et le fonctionnement de la Commission francophone de lutte anti-dopage

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 2 avril 1965 interdisant la pratique de dopage à l'occasion de compétitions sportives, notamment l'article 3;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose de doter, à bref délai, la Communauté française d'une Commission francophone de lutte anti-dopage susceptible de lui fournir des avis sur les problèmes relatifs au dopage;

Considérant que cet organisme est indispensable à l'exercice d'une politique de prévention visant à protéger la santé des sportifs;

Sur la proposition du Ministre de la Santé de la Communauté française et vu la délibération de l'Exécutif en date du 26 août 1985,

Arrêtons :

**Article 1er. § 1er.** La Commission francophone de lutte anti-dopage, dénommée ci-dessous « la Commission », a pour mission d'émettre des avis, de sa propre initiative ou à la demande du Ministre qui a la santé dans ses attributions, sur tous les problèmes relatifs au dopage.

Ces avis portent plus particulièrement sur :

— l'établissement et l'adaptation régulière de la liste des substances et moyens permettant d'augmenter artificiellement le rendement des sportifs, avec mention éventuelle de la dose interdite de ces substances, et ce, en tenant compte des mesures et directives internationales régissant la matière;

— la méthode et les conditions de prélèvement des échantillons;

— l'équipement et les méthodes de travail des laboratoires d'analyse.

§ 2. En outre, la Commission a pour mission, en collaboration avec les fédérations sportives et les diverses associations professionnelles, d'élaborer une politique de prévention du dopage en dispensant les informations appropriées aux sportifs et à tous les groupements, personnes ou instances directement ou indirectement concer-nées par la pratique du sport et la médecine sportive.

**Art. 2 § 1er.** La Commission se compose des membres suivants :

a) un Président choisi pour sa compétence en matière de lutte anti-dopage;

b) les membres effectifs suivants :

1. trois membres dont un médecin pharmacologue et un médecin spécialiste en éducation physique et en médecine sportive choisis, pour leur compétence en matière de lutte anti-dopage, parmi les membres du corps enseignant universitaire;

2. trois médecins proposés par les fédérations sportives en raison de leur compétence en matière de lutte anti-dopage;

3. un médecin proposé par le Comité Olympique et Interfédéral belge;

4. un pharmacien délégué par l'Association pharmaceutique belge;

5. un médecin de surcroît porteur du diplôme de licencié en éducation physique ou d'une licence spéciale en éducation physique, ou d'un certificat spécial en éducation physique et en médecine sportive, ou d'un certificat d'enseignement complémentaire en médecine sportive, proposé par la Société francophone de médecine et des sciences du sport;

6. un fonctionnaire des services de l'Exécutif de la Communauté française porteur d'un diplôme de docteur ou licencié en droit.

§ 2. Il est prévu pour chaque membre effectif un membre suppléant répondant aux mêmes critères.